

Relations du Maroc avec ses partenaires africains

DEPUIS son intronisation, Sa Majesté le Roi a donné une nouvelle dynamique aux relations du Maroc avec les pays d'Afrique subsaharienne à travers une coopération Sud-Sud agissante et mutuellement bénéfique, fondée sur le partage d'expériences et prospectant les mécanismes novateurs. Et c'est grâce aux visites de Sa Majesté le Roi dans plusieurs pays africains, ces dernières années, que les relations entre le Maroc et les pays de l'Afrique subsaharienne ont connu un progrès qualitatif tant au niveau de la coopération bilatérale que sur le plan multilatéral.

Les relations bilatérales

Notre pays s'est fixé comme objectif de promouvoir la politique africaine du Maroc, basée sur un partenariat actif et agissant pour consolider le rôle joué par notre pays au niveau du continent sur le plan économique et politique. A cet effet, le gouvernement de Sa Majesté le Roi n'a eu de cesse de sensibiliser les acteurs économiques tant publics que privés sur l'importance d'instaurer une nouvelle dynamique en direction de l'Afrique.

Dans ce cadre, le Maroc a initié, au cours de ces dernières années, plusieurs actions envers le continent en vue de hisser la coopération de notre pays avec les pays africains au niveau d'un véritable partenariat Sud-Sud à travers les commissions mixtes de coopération, tout en mettant notamment l'accent sur les secteurs prioritaires du développement durable, tels

que l'agriculture, l'habitat, l'éducation, la santé, la formation des cadres, ainsi que l'échange d'expériences et le savoir-faire acquis de part et d'autre dans différents domaines.

Au niveau politique, les efforts du Maroc se sont multipliés sur la scène africaine bénéficiant de la dynamique engendrée par le projet d'autonomie pour les provinces du Sud.

Dans le même sillage, ces efforts se déploient également au niveau culturel avec les pays du continent pour préserver les liens religieux historiques qui relient le Maroc avec les zaouïas en Afrique occidentale comme la Zaouïa Tijania.

D'autre part, et suite à l'apparition de bandes armées dans la région du Sahel et leur ramification avec les groupes terroristes internationaux, le Maroc participe à toutes les rencontres ad-hoc organisées dans le continent dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Les relations multilatérales

Convaincu de la nécessité d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement, notre pays a organisé, en avril 2007, la conférence africaine sur le développement humain, dont le but est de permettre aux pays africains d'entamer un nouveau processus s'articulant autour de l'initiation de partenariat stratégique, la mise en place de mécanismes de suivi et de coordination.

En dépit de son absence de l'UA, notre pays participe activement dans

plusieurs organisations et groupements économiques et politique régionaux africains. C'est le cas notamment de l'Union Economique et Monétaire Africaine (UEMOA), dont le Maroc a pris part à la 7ème session et s'appête à intégrer la convention.

Après avoir adhéré à la CEN-SAD en 2001, le Maroc a participé activement à toutes les réunions statutaires et sectorielles de la Communauté et aux différentes sessions du Conseil exécutif du CEN-SAD. Il a ainsi abrité à Rabat, du 15 au 17 mars 2006, la 13ème session du Conseil Exécutif et a accueilli la 3ème réunion des ministres de l'Agriculture et la 3ème réunion des ministres du Commerce.

Le Maroc a ratifié / ou a marqué son accord pour la ratification des différents instruments juridiques conclus sous l'égide de la CEN-SAD. Le Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Règlement des Conflits est en cours d'étude.

Initiée par le Maroc en 1998, la coopération triangulaire constitue un axe majeur pour canaliser les fonds d'aide internationaux pour financer des projets d'infrastructure, notamment dans les secteurs d'agriculture, de santé et de l'eau, et d'en confier la maîtrise d'œuvre à des prestataires de services marocains, notamment les bureaux d'études, les entreprises de génie civil et autres. Cette coopération, qui depuis lors a montré son efficacité, a été couronnée ces dernières années par plusieurs actions financées par le Japon, la France, le PNUD, la FAO, etc.